



Document d'orientation présenté par

Bien plus qu'une  
valeur monétaire :

**La contribution des étudiants  
étrangers au Canada et les  
mesures d'aide dont ils ont besoin**



**CASA | ACAE**

Canadian Alliance of Student Associations  
Alliance canadienne des associations étudiantes

# Table des matières

---

- 2 Principes de l'ACAE
- 3 La vision de l'ACAE pour les étudiants internationaux
- 4 Introduction
  - 4 Contexte : L'importance accrue d'attirer des étudiants internationaux au Canada
  - 6 Les avantages des étudiants internationaux au Canada
  - 8 Les défis des étudiants internationaux
- 11 Politiques de l'ACAE sur les étudiants internationaux
  - 11 Investir dans la qualité de l'expérience des étudiants internationaux
  - 13 Reconnaître l'excellence et les besoins des étudiants internationaux
  - 15 Retirer les obstacles au travail pour les étudiants internationaux
  - 17 L'expérience postérieure à l'obtention du diplôme et les chemins vers la citoyenneté
  - 20 Résidence accélérée des titulaires de doctorat par le système Entrée express
  - 23 Campus satellites internationaux
- 25 Résumé des changements proposés

# Principes de l'ACAE

---

L'ACAE défend un système d'éducation postsecondaire accessible, abordable, novateur et de grande qualité. Les étudiants et les établissements d'enseignement postsecondaire reconnaissent de plus en plus que l'ingrédient clé d'une éducation novatrice et de qualité est l'interconnexion avec le monde. L'accueil d'étudiants internationaux au Canada est une des façons les plus répandues, immédiates et efficaces de tisser de tels liens.

Les étudiants internationaux contribuent de multiples façons à la qualité de l'éducation sur leurs campus, à la vigueur de l'économie canadienne et à tous les aspects de la société et de la culture de notre pays. Par conséquent, ils doivent pouvoir bénéficier des mesures d'aide dont ils ont besoin pour réussir leurs études, au même titre que les autres étudiants.

# La vision de l'ACAE pour les étudiants internationaux

L'ACAE juge que les étudiants internationaux sont des membres précieux des communautés de l'enseignement postsecondaire. Leur contribution à l'économie canadienne s'élève à plusieurs milliards de dollars et, en tant qu'étudiants hautement qualifiés et éduqués, ils peuvent aspirer à devenir des membres actifs au sein du marché du travail canadien, et ce, dans tous les secteurs de l'économie. Ils enrichissent le dialogue sur les campus, mettent de l'avant des perspectives interculturelles et nous sensibilisent à des enjeux nationaux et internationaux importants. L'ACAE voudrait que des mesures concrètes soient élaborées pour s'assurer que les étudiants internationaux reçoivent une éducation de grande qualité dans un environnement accueillant et inclusif.

L'ACAE a formulé les constats suivants en ce qui a trait à l'expérience des étudiants internationaux au Canada :

- » Les étudiants internationaux enrichissent considérablement l'expérience sur le campus de tous les étudiants et la qualité de l'enseignement postsecondaire au Canada.
- » Les étudiants internationaux contribuent à l'économie canadienne, ainsi qu'à la diversité et la culture du Canada dans son ensemble.
- » Les étudiants internationaux devraient être encouragés, soutenus et valorisés tout au long de leurs études au Canada et devraient recevoir une éducation de la meilleure qualité possible.
- » Des mesures d'aide devraient être offertes pour veiller à ce que les étudiants internationaux qualifiés provenant de divers milieux économiques puissent étudier au Canada.
- » Les procédures, la paperasserie et les formulaires exigés pour étudier au Canada devraient être uniformes, accessibles et simples.
- » Les établissements d'enseignement postsecondaire et les gouvernements du Canada doivent pleinement reconnaître la valeur des compétences et des expériences dont les étudiants étrangers font profiter le Canada, et celles qu'ils acquièrent lors de leurs études au pays, à titre de résidents permanents et de citoyens potentiels.

# Introduction

## Contexte : L'importance accrue d'attirer des étudiants internationaux au Canada

L'objectif d'attirer davantage d'étudiants internationaux est de plus en plus souvent évoqué lors des discussions sur l'avenir de l'éducation postsecondaire au Canada. Cette volonté de faire du Canada une destination de choix pour les étudiants de niveau postsecondaire provenant de partout dans le monde a été réitérée tout au long de la dernière décennie par les gouvernements fédéral et provinciaux et les dirigeants du secteur de l'enseignement postsecondaire, d'un océan à l'autre. « Les étudiants internationaux au Canada sont synonymes de retombées immédiates et significatives pour les Canadiens, partout au pays<sup>1</sup> », selon le Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. Le groupe voulait doubler le nombre d'étudiants internationaux au Canada au cours d'une période de dix ans, d'un peu moins de 240 000 en 2011 à plus de 450 000 en 2022<sup>2</sup>.

**« Les étudiants internationaux au Canada sont synonymes de retombées immédiates et significatives pour les Canadiens, partout au pays. »**

Témoignant d'un intérêt accru pour le sujet, un rapport du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) révélait qu'entre 2004 et 2012, les rapports annuels publiés par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) mentionnaient « étudiant étranger » et

« étudiant international » en moyenne 22 fois par rapport<sup>3</sup>. Un rapport de CIC (aujourd'hui renommé Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) décrivait les étudiants étrangers comme suit : « Les étudiants étrangers forment un groupe d'immigrants éventuels hautement qualifiés qui, par leur investissement dans des programmes d'études et de formation au Canada, ont la capacité de s'intégrer rapidement et facilement à la société et au marché du travail canadiens. »<sup>4</sup> Le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) a publié un plan en 2011 dont un des objectifs était « d'accroître la compétitivité du Canada sur le marché international grâce à la promotion de l'image de marque Education au/in Canada et à l'élaboration d'une identité mondiale qui témoigne de la valeur et des possibilités éducationnelles offertes au Canada »<sup>5</sup>. La plateforme de l'actuel gouvernement fédéral lors de l'élection de 2015 promettait « d'aider les étudiants étrangers et les autres résidents temporaires à obtenir la citoyenneté canadienne... »<sup>6</sup> Après l'élection, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de l'époque, John Callum, décrivait les étudiants étrangers comme « des citoyens canadiens potentiels possédant des qualités supérieures. »<sup>7</sup>

- 1 *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale : Utiliser notre avantage du savoir comme moteur de l'innovation et de la prospérité*. 2014. Consulté en ligne : <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/assets/pdfs/overview-apercu-fra.pdf>
- 2 *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale : Utiliser notre avantage du savoir comme moteur de l'innovation et de la prospérité*. 2014. Consulté en ligne : <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/assets/pdfs/overview-apercu-fra.pdf>
- 3 Williams, Keegan, Gabriel Williams, Amy Arbuckle, Margaret Walton-Roberts and Jenna Hennebry, *Les étudiants étrangers au sein du système d'éducation postsecondaire de l'Ontario, 2000-2012 : une évaluation des politiques, des populations et des processus d'intégration au marché du travail en pleine évolution* (Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, 2015), 4. Consulté en ligne : <http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/International%20Students%20in%20Ontario%20FR.pdf>
- 4 Monica Van Huystee, *Profil des étudiants étrangers qui deviennent résidents permanents au Canada atlantique* (Ottawa : Citoyenneté et Immigration Canada, avril 2011), iv. Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/recherche-stats/etudiants-etrangeurs.pdf>
- 5 *Pour mettre l'éducation au Canada à la portée du monde, et le monde à celle du Canada* (Conseil des ministres de l'Éducation, Canada, juin 2011), 6. Consulté en ligne : [https://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/264/COF\\_Bringing\\_Ed\\_to\\_Canada\\_FR.pdf](https://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/264/COF_Bringing_Ed_to_Canada_FR.pdf)
- 6 *Étudiants étrangers et résidents temporaires*. Consulté en ligne : <https://www.liberal.ca/fr/realchange/etudiants-etrangeurs-et-residents-temporaires/>
- 7 Susana Mas, « Express entry review to ease path to permanent residency for foreign students », CBC News, 15 mars 2016. Consulté en ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/express-entry-international-students-1.3483347>

Les établissements d'enseignement postsecondaire et les provinces recrutent activement des étudiants étrangers. Une étude des collèges de l'Ontario révélait que les étudiants internationaux compensent le déclin du nombre d'étudiants nationaux et que la croissance continue des taux d'inscription leur est attribuable<sup>8</sup>. En 2010, le gouvernement provincial de l'Ontario a énoncé son objectif d'augmenter de 50 % le nombre d'étudiants internationaux fréquentant les établissements d'enseignement postsecondaire de la province<sup>9</sup>. Selon la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (CESPM), le nombre d'étudiants internationaux fréquentant les universités des Maritimes a doublé, alors même que l'on constate un déclin du nombre d'étudiants nationaux, locaux dans les mêmes établissements<sup>10</sup>.

Une étude de 2014 de l'Association des universités et collèges du Canada (aujourd'hui Universités Canada) révélait que pour les universités canadiennes, « le recrutement d'étudiants au premier cycle est au sommet des priorités en matière d'internationalisation des établissements...<sup>11</sup> ». Globalement, le même rapport indiquait que « de nos jours, presque tous les établissements du Canada et du monde participent dans une certaine mesure à des activités qui visent à établir des liens avec l'étranger et à permettre d'acquérir des compétences internationales aux étudiants, aux professeurs et au personnel administratif. La mise sur pied de telles activités à de nombreux niveaux dans les universités constitue maintenant une partie essentielle de la planification, des structures et des programmes des établissements; un phénomène connu comme l'internationalisation de l'enseignement supérieur. »<sup>12</sup>

- 
- 8 Henry Decock, Ursula McCloy, Mitchell Steffler, and Julian Dicaire, *International Students at Ontario Colleges: A Profile* (Ottawa: Bureau canadien de l'éducation internationale, octobre 2016), 3. Consulté en ligne : <http://cbie.ca/wp-content/uploads/2016/11/FINAL-CBIE-Research-in-Brief-N6.pdf>
- 9 *Going Global: Supporting Ontario's International Students* (Toronto: Ontario Undergraduate Student Alliance, mars 2011), 6. Consulté en ligne : [https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03\\_Submission\\_-\\_Going\\_Global\\_document.pdf?1473432438](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03_Submission_-_Going_Global_document.pdf?1473432438)
- 10 « Les étudiants internationaux dans les universités des Maritimes », *Tendances de l'enseignement supérieur dans les Maritimes*, volume 9, no 3 (mai 2012): [http://www.cespm.ca/resources/TendancesV9N3\\_2012.pdf](http://www.cespm.ca/resources/TendancesV9N3_2012.pdf)
- 11 *Les universités canadiennes dans le monde – Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation*, 3. Consulté en ligne : <https://www.univcan.ca/wp-content/uploads/2015/07/enquete-internationalisation-2014.pdf>
- 12 *Les universités canadiennes dans le monde – Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation*, 3. Consulté en ligne : <https://www.univcan.ca/wp-content/uploads/2015/07/enquete-internationalisation-2014.pdf>

## Les avantages des étudiants internationaux au Canada

Les étudiants internationaux enrichissent les expériences de l'ensemble de la population étudiante sur les campus des établissements d'enseignement postsecondaire du Canada. Nous vivons dans un monde sans frontières qui est de plus en plus interdépendant, interconnecté et complexe. Le Canada doit s'assurer que ses citoyens sont hautement éduqués et possèdent les compétences et l'expérience requises pour contribuer à l'économie moderne et faire face aux réalités d'aujourd'hui. Une expérience postsecondaire diversifiée et cosmopolite est essentielle pour préparer les étudiants du Canada à travailler au sein d'une communauté mondiale de plus en plus interdépendante.

En outre, les étudiants internationaux ont le potentiel de devenir des ambassadeurs qui non seulement peuvent représenter le Canada à l'étranger, en faisant connaître les intérêts, la culture et les valeurs du Canada, mais également contribuer à renforcer la collaboration internationale dans les domaines des études supérieures, de la recherche, du commerce et de la diplomatie. Une étude australienne sur les étudiants internationaux indiquait récemment qu'il existe un réseau de 2,5 millions de diplômés internationaux issus du secteur de l'enseignement supérieur australien. En se hissant vers des postes de direction au sein du gouvernement et de l'industrie, ils sont devenus des défenseurs importants et à long terme de l'Australie<sup>14</sup>.

« Les étudiants internationaux facilitent la création d'une tribune internationale où l'on met en commun des idées, des expertises, des projets de recherche et des bourses d'études, tout en analysant les enjeux du jour à la lumière d'un vaste éventail de perspectives. »

Les étudiants internationaux facilitent la création d'une tribune internationale où l'on met en commun des idées, des expertises, des projets de recherche et des bourses d'études, tout en analysant les enjeux du jour à la lumière d'un vaste éventail de perspectives. Une étude sur les réactions des étudiants nationaux à l'égard des étudiants internationaux révèle que pour la majorité des étudiants sondés, leur perspective sur le monde s'est enrichie au contact de camarades ou de connaissances provenant de l'étranger et que la présence accrue d'étudiants internationaux favorise une plus grande sensibilité et sensibilisation interculturelle parmi les étudiants sur les campus<sup>13</sup>.



<sup>13</sup> Jacqueline Lambert et Alex Usher, « The Pros and Cons of Internationalization: How Domestic Students Experience the Globalizing Campus », Higher Education Strategy Associates Intelligence Brief 7 (octobre 2013): 9. Consulté en ligne : <http://higheredstrategy.com/wp-content/uploads/2013/10/Intelligencebrief7-HESA-internationalization-FINAL-WEB.pdf>

<sup>14</sup> The Value of International Education to Australia (Deloitte Access Economics, 2015), 54. Consulté en ligne : <https://internationaleducation.gov.au/research/research-papers/Documents/ValueInternationalEd.pdf>

Les données disponibles sur le sujet révèlent les vastes avantages économiques découlant directement de la présence d'étudiants internationaux sur les campus du Canada. Une étude menée par Affaires mondiales Canada (AMC) indiquait que « les étudiants internationaux ont engagé environ 11,4 milliards de dollars en droits de scolarité, en frais de logement et en dépenses discrétionnaires au Canada ». La même étude estime que cette contribution à l'économie se traduit par « 122 700 emplois... dans l'économie canadienne. »<sup>15</sup> Ces contributions à l'économie sont bien connues dans les pays qui attirent un grand nombre d'étudiants internationaux. Aux États-Unis, par exemple, on attribue aux étudiants internationaux une contribution économique d'environ 30 milliards de dollars<sup>16</sup>. En Australie, la contribution est d'environ 18,8 milliards de dollars, alors qu'au Royaume-Uni, elle se chiffre à environ 10,7 milliards (£)<sup>17</sup>. Les contributions des étudiants internationaux à l'économie prennent diverses formes et bénéficient à divers secteurs, des dépenses liées directement à l'éducation et à l'achat de biens de consommation aux dépenses allouées au tourisme lorsque les parents et amis viennent les visiter<sup>18</sup>.

En plus de l'argent qu'ils injectent dans l'économie canadienne, les étudiants internationaux qui décident de rester au Canada après leurs études contribuent à freiner les pénuries de travailleurs qualifiés, un problème de plus en plus alarmant au sein de l'économie canadienne. Selon la Chambre de commerce du Canada, « la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée au Canada est criante et menace la capacité du pays à maintenir le rythme au sein d'une économie mondiale fondée sur le savoir. »<sup>19</sup> Ce problème ne fera que s'aggraver au fur et à mesure que les baby-boomers prendront leur retraite et lorsque le nombre de retraités dépassera le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail. À cet égard, le Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale affirme que « les étudiants internationaux aident également à atténuer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, laquelle porte atteinte aux capacités du Canada en matière de recherche et d'innovation à long terme... »<sup>20</sup>. En effet, plus de la moitié des étudiants internationaux sondés en Ontario ont indiqué leur intention de demander le statut de résident permanent. Plus de 70 % d'entre eux souhaitaient chercher du travail au Canada une fois leurs études terminées<sup>21</sup>.

**« Les étudiants internationaux qui décident de rester au Canada après leurs études contribuent à freiner les pénuries de travailleurs qualifiés, un problème de plus en plus alarmant au sein de l'économie canadienne. »**



- 15 Impact économique de l'éducation internationale au Canada – Mise à jour Rapport (Vancouver : Roslyn Kunin & Associates Inc., juillet 2016), iii. Consulté en ligne : [http://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/Impact\\_economique\\_education\\_internationale\\_au\\_Canada\\_2016.pdf](http://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/Impact_economique_education_internationale_au_Canada_2016.pdf)
- 16 Special Reports: Economic Impact of International Students (Institute of International Education). Consulté en ligne : <http://www.iie.org/Research-and-Publications/Open-Doors/Data/Economic-Impact-of-International-Students#.WlzhfEZNTY>
- 17 *The Value of International Education to Australia* (Deloitte Access Economics, 2015), 1. Consulté en ligne : <https://internationaleducation.gov.au/research/research-papers/Documents/ValueInternationalEd.pdf>; *International Students in Higher Education: The UK and Its Competition* (Universities UK, 2014). Consulté en ligne : <http://www.universitiesuk.ac.uk/policy-and-analysis/reports/Documents/2014/international-students-in-higher-education.pdf>
- 18 *The Value of International Education to Australia* (Deloitte Access Economics, 2015), 1. Consulté en ligne : <https://internationaleducation.gov.au/research/research-papers/Documents/ValueInternationalEd.pdf>
- 19 *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale : Utiliser notre avantage du savoir comme moteur de l'innovation et de la prospérité. 2014*. Consulté en ligne : <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/assets/pdfs/overview-aperçu-fra.pdf>
- 20 *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale : Utiliser notre avantage du savoir comme moteur de l'innovation et de la prospérité. (2014)*, 9. Consulté en ligne : <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/assets/pdfs/overview-aperçu-fra.pdf>
- 21 *Going Global: Supporting Ontario's International Students* (Toronto : Ontario Undergraduate Student Alliance, mars 2011), 17. Consulté en ligne : [https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03\\_Submission\\_-\\_Going\\_Global\\_document.pdf?1473432438](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03_Submission_-_Going_Global_document.pdf?1473432438)



## Les défis des étudiants internationaux

Même si l'on accorde de plus en plus d'importance au recrutement d'étudiants internationaux, et même si les avantages de leur présence au Canada sont maintenant devenus évidents, il y a encore un fossé important entre ce discours et les expériences réelles des étudiants internationaux. Le Canada est à la remorque de plusieurs pays, incluant les États-Unis, l'Australie et divers pays d'Europe, comme destination de choix pour poursuivre des études. La capacité d'attirer davantage d'étudiants internationaux dépend directement de la capacité des établissements d'enseignement postsecondaire canadiens, ainsi que des gouvernements fédéral et provinciaux, de défendre et de présenter le Canada comme une destination attrayante et de grande qualité pour poursuivre des études et une carrière. « L'éducation internationale est un microcosme de la concurrence mondiale en matière de talent professionnel, affirme un récent rapport de la Chambre de commerce. Il s'agit d'une concurrence qui se base sur la réputation de l'éducation d'un pays, des occasions d'immigration et du moment opportun de l'entrée. »<sup>22</sup>

**« Les établissements d'enseignement postsecondaire ont la responsabilité d'offrir une expérience académique de qualité et novatrice à tous les étudiants, incluant les étudiants étrangers qui sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études dans les campus de partout au Canada. »**

Même si les campagnes de valorisation de la marque sont souvent l'option privilégiée, il existe d'autres façons plus directes d'attirer les étudiants internationaux : en veillant notamment

à ce que ceux qui choisissent d'étudier au Canada vivent une expérience éducative de qualité dans un contexte accueillant, inclusif et solidaire, où ils sont pleinement appréciés et valorisés. Les établissements d'enseignement postsecondaire ont la responsabilité d'offrir une expérience académique de qualité et novatrice à tous les étudiants, incluant les étudiants étrangers qui sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études dans les campus de partout au Canada. En 2015, on comptait 353 000 étudiants étrangers au Canada<sup>23</sup>. Malgré ces chiffres, les droits de scolarité qu'ils versent et les nombreuses contributions dont ils font profiter leurs campus et communautés, les étudiants internationaux éprouvent des difficultés marquées lors de leur passage au Canada.

Alors que le nombre d'étudiants internationaux au Canada augmente, il semble que l'objectif d'améliorer le classement du Canada en tant que destination de choix pour les études supérieures ne vise plus la valeur intrinsèque de perspectives plus diversifiées et d'une meilleure connectivité, mais davantage les droits de scolarité payés par les étudiants internationaux. Les frais de scolarité de tous les étudiants de niveau postsecondaire ont augmenté au cours des dernières décennies, partout au pays, mais cette réalité s'avère plus particulièrement pour les étudiants étrangers. La Ontario Undergraduate Student Alliance (OUSA) s'est dite inquiète du fait que les étudiants étrangers servent à combler le manque à gagner dans d'autres secteurs<sup>24</sup>. Le financement fédéral des études postsecondaires a chuté au cours des

22 *Avantages concurrentiels de l'immigration pour le Canada : Pourquoi les travailleurs étrangers spécialisés sont-ils plus rares?* (Chambre de commerce du Canada, janvier 2016), 21. Consulté en ligne : <http://www.chamber.ca/fr/medias/blogue/160114-avantages-concurrentiels-de-limmigration-pour-le-canada/>

23 *Étude : Étudiants internationaux, immigration et croissance des revenus* (Statistique Canada, août 2017). Consulté en ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/170822/dq170822c-fra.htm>

24 *Going Global: Supporting Ontario's International Students* (Toronto : Ontario Undergraduate Student Alliance, mars 2011), 9. Consulté en ligne : [https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03\\_Submission\\_-\\_Going\\_Global\\_document.pdf?1473432438](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03_Submission_-_Going_Global_document.pdf?1473432438)

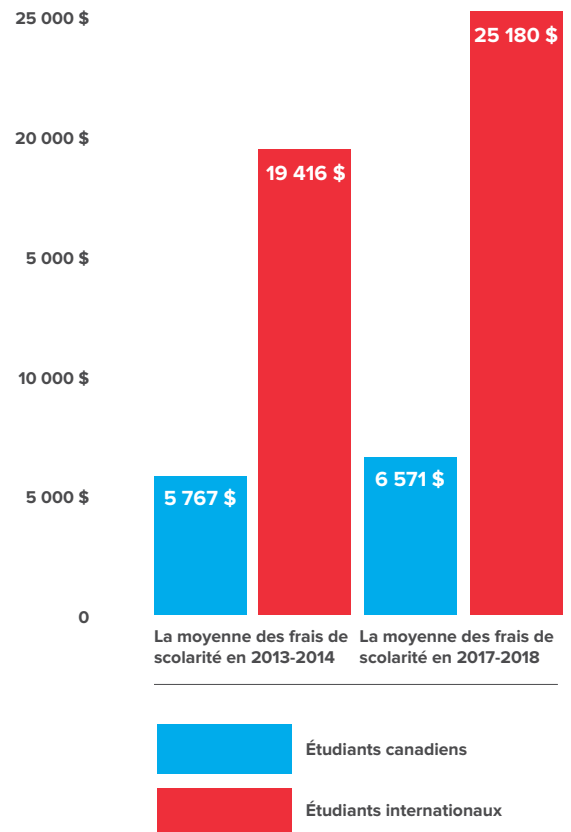
dernières années, et les établissements ont augmenté de façon proportionnelle leurs revenus découlant des frais de scolarité<sup>25</sup>.

En tant qu'organisation œuvrant essentiellement auprès du gouvernement fédéral, l'ACAE défend l'affectation et l'augmentation d'un financement de base destiné aux établissements d'enseignement postsecondaire par le truchement d'un transfert canadien à l'éducation du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux. Les établissements d'enseignement postsecondaire dépendent de plus en plus des frais de scolarité, alors même que l'engagement du secteur public diminue; cette réalité affecte la qualité de l'éducation pour tous les étudiants.

« L'Alliance s'inquiète des augmentations importantes des droits de scolarité facturés aux étudiants étrangers année après année, et surtout du caractère imprévisible de ces augmentations, qui ne se traduisent pas forcément par une expérience académique de plus grande qualité. »

D'autres pays qui attirent de nombreux étudiants étrangers ont exprimé leurs préoccupations sur le fait de devoir se fier davantage aux droits de scolarité pour financer des besoins institutionnels plus vastes. Tel que mentionné dans les rapports de Universities UK, par exemple, le secteur des études supérieures dans son ensemble va maintenant puiser un huitième de ses revenus auprès des étudiants étrangers, par le truchement des droits de scolarité. La stagnation ou la fluctuation de la demande d'étudiants potentiels de l'étranger peut ainsi rendre les établissements vulnérables ou nuire à leur capacité de planifier à long terme<sup>26</sup>.

Même si le travail de l'ACAE auprès du gouvernement fédéral ne porte pas spécifiquement sur les droits de scolarité, qui sont de compétence provinciale, l'Alliance s'inquiète des augmentations importantes des droits de scolarité facturés aux étudiants étrangers année après année, et surtout du caractère imprévisible de ces augmentations, qui ne se traduisent pas forcément par une expérience académique de plus grande qualité.



Source: Canadian and international tuition fees by level of study. (Statistique Canada).

25 *Dépenses fédérales pour l'éducation postsecondaire* (Ottawa : Bureau du directeur parlementaire du budget, 2016), 2. Consulté en ligne : [http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/PSE/PSE\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/PSE/PSE_FR.pdf)

26 *International Students in Higher Education: The UK and Its Competition* (Universities UK, 2014), 1. Consulté en ligne : <http://www.universitiesuk.ac.uk/policy-and-analysis/reports/Documents/2014/international-students-in-higher-education.pdf>

Les difficultés particulières qu'éprouvent les étudiants internationaux pour obtenir les documents nécessaires afin d'étudier au Canada sont également source d'inquiétudes. Les étudiants font face à des obstacles et au manque de précision du processus de demande de visa pour eux-mêmes et, dans certains, lorsqu'ils viennent étudier au Canada en tant que membres de la famille, conjoints ou conjoints de fait. En outre, l'absence d'aide financière freine l'inscription d'étudiants internationaux qui auraient beaucoup à offrir pour enrichir l'enseignement postsecondaire au Canada, mais qui proviennent de milieux plus modestes.

« De nombreux étudiants internationaux ont de la difficulté à intégrer leur campus et leur communauté. »

Une fois au Canada, les étudiants internationaux doivent surmonter des obstacles sur les plans social et académique<sup>27</sup>. De nombreux étudiants internationaux ont de la difficulté à intégrer leur campus et leur communauté. Ce constat est particulièrement inquiétant compte tenu du fait que bon nombre d'entre eux prendront la décision de demeurer et de travailler au Canada après l'obtention de leur diplôme en fonction de leurs expériences d'études. Les étudiants internationaux ont également de la difficulté à se trouver du travail au cours de leurs études au Canada et même après l'obtention de leur diplôme.

L'ACAE défend plusieurs politiques qui visent à améliorer la qualité de vie et d'études des étudiants et des récents diplômés internationaux.

# Politiques de l'ACAE sur les étudiants internationaux

## Investir dans la qualité de l'expérience des étudiants internationaux

### Principes :

Le gouvernement canadien et les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada veulent attirer de plus en plus d'étudiants étrangers au pays. Il incombe au gouvernement et aux établissements de s'assurer que ces étudiants vivent une expérience positive et de grande qualité, grâce à la prestation de programmes et de services appropriés et de processus simples et clairs relatifs à l'obtention d'un permis d'étude et d'un visa.

### Préoccupations :

Les étudiants internationaux continuent de faire face à des obstacles de nature sociale et académique lors de leurs études au Canada<sup>28</sup>. Une étude récente révèle qu'en plus du « choc culturel » éprouvé et du défi de la langue, de nombreux étudiants internationaux ne se sentent pas « les bienvenus » au Canada, car ils ont non seulement de la difficulté à se faire des amis, mais font parfois l'objet de discrimination<sup>29</sup>.

**« En plus du « choc culturel » éprouvé et du défi de la langue, de nombreux étudiants internationaux ne se sentent pas « les bienvenus » au Canada, car ils ont non seulement de la difficulté à se faire des amis, mais font parfois l'objet de discrimination. »**

Trop souvent, les programmes d'orientation et les services aux étudiants ne sont pas appropriés pour aider les étudiants internationaux à réussir leur transition vers leur nouvel environnement

et faciliter leur participation pleine et entière à la vie académique et sociale sur le campus. Les services de soutien, comme les centres d'aide à la rédaction, les services de counselling et les conseillers qualifiés œuvrant auprès des étudiants internationaux, enrichissent considérablement l'expérience de ces étudiants. Les établissements et les gouvernements ont également le devoir de répondre aux besoins des étudiants internationaux en leur offrant des services qui favorisent leur intégration au milieu académique canadien. Même si, dans une large mesure, les étudiants canadiens disent avoir vécu des expériences positives au contact des étudiants internationaux de leur campus, une étude révèle également que les valeurs de la mondialisation ne sont encore que superficiellement reconnues par les étudiants canadiens, et doivent donc être soulignées<sup>30</sup>. Les programmes de mondialisation sur les campus devraient donc favoriser la création d'un environnement plus accueillant et solidaire et une éducation de qualité supérieure pour tous les étudiants.

De nombreux étudiants internationaux vivent également de la frustration au moment d'obtenir les visas et permis d'étude nécessaires. Cette situation s'avère particulièrement pour ceux qui viennent étudier au Canada avec leur famille. L'âge moyen des étudiants internationaux est supérieur à celui des étudiants canadiens<sup>31</sup>. Les conjoints et conjoints de

28 Alliance canadienne des associations étudiantes. *Report on First-Year, International, and Non-Traditional Student Focus Groups*, 2005.

29 Cary Wu et Rima Wilkes. « International students' post-graduation migration plans and search for home ». *Geoforum* 80 (2017): 128.

30 Jacqueline Lambert et Alex Usher, « The Pros and Cons of Internationalization: How Domestic Students Experience the Globalizing Campus », *Higher Education Strategy Associates Intelligence Brief 7* (octobre 2013): 19. Consulté en ligne : <http://higherstrategy.com/wp-content/uploads/2013/10/Intelligencebrief7-HESA-internationalization-FINAL-WEB.pdf>

31 Henry Decock, Ursula McCloy, Mitchell Steffler et Julian Dicaire, *International Students at Ontario Colleges: A Profile* (Ottawa : Bureau canadien de l'éducation internationale, octobre 2016), 4.

fait des étudiants internationaux sont admissibles à une « autorisation d'emploi ouverte ». Cependant, les conjoints provenant de pays qui requièrent un visa de résident temporaire éprouvent souvent de la difficulté à obtenir ce document. De nombreux conjoints ne savent pas s'ils doivent demander un permis de travail avant d'arriver au Canada ou après leur arrivée au Canada à titre de visiteurs.

**« De nombreux étudiants internationaux vivent également de la frustration au moment d'obtenir les visas et permis d'étude nécessaires. »**

Ce manque de clarté du processus de demande entraîne de l'anxiété et des difficultés additionnelles pour les étudiants internationaux qui doivent parfois étudier seuls au Canada, sans le soutien de leur conjoint, en raison de cette confusion. Cette situation est problématique pour les nombreux étudiants internationaux dont les études au Canada s'étalent sur plusieurs années, mais elle empêche également ces étudiants de se sentir « chez soi » au Canada et freine leur désir de s'installer au pays après l'obtention de leur diplôme. Pour les étudiants internationaux, comme pour la plupart des gens, ce sentiment d'être chez soi est étroitement relié à la présence de la famille. Des étudiants internationaux de l'Université de la Colombie-Britannique souhaitant rester au Canada ont été interrogés dans le cadre d'une étude : une grande partie de ces étudiants résident au Canada avec leur conjoint, leurs enfants, ou veulent faire venir leur famille au Canada dans un proche avenir<sup>32</sup>.

**Recommandations :**

Le gouvernement canadien et les établissements d'enseignement postsecondaire ont le devoir de répondre aux besoins des étudiants internationaux en leur offrant des services de qualité pour s'assurer qu'ils s'intègrent bien à la communauté académique canadienne. À cet égard, les étapes suivantes sont recommandées :

- » **Financement du gouvernement du Canada réservé aux services de soutien aux étudiants internationaux et à l'amélioration des programmes de transition qui leur sont destinés.**
- » **Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada devrait clarifier le processus de demande afin d'aider les conjoints et partenaires d'étudiants internationaux à déterminer s'ils doivent présenter une demande de permis de travail à partir de l'étranger ou une fois arrivés au pays.**
- » **Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada devrait prioriser les demandes de visa de résidence permanente et de permis de travail des conjoints et partenaires d'étudiants internationaux.**

## Reconnaître l'excellence et les besoins des étudiants internationaux

### Principes :

L'ACAE défend une éducation postsecondaire abordable et accessible, novatrice et de grande qualité. Comme la qualité et l'innovation de l'éducation dépendent de la capacité à attirer des étudiants de talent, de l'ouverture à l'autre et des liens tissés avec la communauté internationale, il est essentiel que le Canada prenne des mesures pour reconnaître et soutenir l'excellence et les besoins des étudiants internationaux.

### Préoccupations :

Le coût élevé et le caractère imprévisible des hausses des droits de scolarité, surtout lorsqu'ils sont comparés aux droits exigés des étudiants nationaux, font en sorte qu'il est difficile pour les étudiants internationaux d'établir leur budget pour toute la durée de leur programme d'étude. Le Canada a également pris du retard quant à l'aide offerte aux étudiants internationaux. L'aide financière qui leur est destinée est très limitée. Les possibilités de financement proposées par le gouvernement du Canada aux étudiants internationaux visent essentiellement les étudiants des cycles supérieurs.

**« Le coût élevé et le caractère imprévisible des hausses des droits de scolarité, surtout lorsqu'ils sont comparés aux droits exigés des étudiants nationaux, font en sorte qu'il est difficile pour les étudiants internationaux d'établir leur budget pour toute la durée de leur programme d'étude. »**

Les établissements d'enseignement postsecondaire et les organisations gouvernementales œuvrant auprès des étudiants offrent quelques programmes de bourses aux étudiants internationaux, mais leur valeur a un effet négligeable sur

les coûts croissants associés aux droits de scolarité et l'augmentation du nombre d'étudiants internationaux.

L'objectif d'attirer des étudiants internationaux est sans aucun doute relié à la volonté de retenir au Canada les étudiants les plus talentueux, une fois leurs études terminées. Cependant, comme l'explique l'OUSA, la vaste majorité des étudiants internationaux proviennent de familles de la classe moyenne supérieure ou de familles aux revenus élevés, ce qui indique que les études au Canada ne sont pas une option pour la plupart des étudiants étrangers issus de milieux plus modestes.<sup>33</sup> Le COQES révèle, de son côté, d'autres facteurs limitant la diversité de la population d'étudiants étrangers. Selon le COQES, en Ontario, « au cours des dix dernières années, la parité hommes-femmes dans les inscriptions des étudiants étrangers a fait place à un biais en faveur de la population étudiante de sexe masculin (60 % en 2012, contre 52 % en 2000). »<sup>34</sup>

Partout dans le monde, les réfugiés se voient refuser la possibilité de poursuivre des études supérieures. Le Canada est fier d'accueillir des réfugiés de tous les coins du globe pour des motifs humanitaires dans le cadre du Programme d'étudiants réfugiés du World University Service of Canada (WUSC). Le WUSC, qui propose un modèle efficace pour soutenir l'accès aux études supérieures et l'installation des réfugiés, a coordonné ses activités avec les universités canadiennes et les étudiants afin de parrainer plus de 1 200 étudiants réfugiés depuis 1978<sup>35</sup>. On pourrait faire davantage pour élargir la portée de ce programme au cours des années à venir.

33 *Going Global: Supporting Ontario's International Students* (Toronto: Ontario Undergraduate Student Alliance, March 2011),13. Consulté en ligne : [https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03\\_Submission\\_-\\_Going\\_Global\\_document.pdf?1473432438](https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/ousa/pages/123/attachments/original/1473432438/2011-03_Submission_-_Going_Global_document.pdf?1473432438)

34 Williams, Keegan, Gabriel Williams, Amy Ar buckle, Margaret Walton-Roberts and Jenna Henneby, *Les étudiants étrangers au sein du système d'éducation postsecondaire de l'Ontario, 2000-2012 : une évaluation des politiques, des populations et des processus d'intégration au marché du travail en pleine évolution* (Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, 2015), 4. Consulté en ligne : <http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/International%20Students%20in%20Ontario%20FR.pdf>

35 *Programme d'étudiants réfugiés* (Entraide universitaire mondiale du Canada). Consulté en ligne : <https://per.eumc.ca/>

L'absence d'aide financière constitue également un problème sur le plan de la compétitivité. De nombreux autres pays cherchent à attirer des étudiants internationaux et les efforts déployés à cet égard comprennent notamment des bourses qui leur permettent de présenter leurs établissements comme des centres d'excellence en recherche et en apprentissage. L'Union européenne, par exemple, a créé le programme de bourses Erasmus Mundus pour les étudiants des cycles supérieurs, doté d'un budget de 460 millions d'euros, pour attirer plus de 10 000 étudiants internationaux hautement qualifiés<sup>36</sup>. Le gouvernement canadien a commencé à prendre des mesures pour mieux financer les étudiants internationaux aux cycles supérieurs. Les Bourses d'études supérieures Vanier, qui visent les étudiants les plus prometteurs dans le monde, viennent en aide à quelque 500 doctorants canadiens et étrangers chaque année, leur versant 50 000 \$ par année pour une période maximale de trois ans<sup>37</sup>. Cependant, ce programme ne bénéficie qu'à un petit nombre d'étudiants internationaux, et la plupart d'entre eux doivent se débrouiller sans aucune forme d'aide.

**« L'aide financière destinée aux étudiants internationaux est très limitée. »**

### **Recommandations :**

On pourrait améliorer l'accessibilité des étudiants internationaux, peu importe leur milieu socio-économique, par l'adoption des mesures suivantes :

- » **L'introduction d'une série de subventions et de bourses fondées sur le mérite et les besoins des étudiants internationaux.**
- » **Le gouvernement du Canada devrait offrir une aide financière pour aider le WUSC à étendre son modèle de Programme d'étudiants réfugiés à un plus grand nombre de campus au Canada.**
- » **Le gouvernement du Canada devrait fournir une aide financière pour élargir la portée du Programme d'étudiants réfugiés afin de parrainer davantage d'étudiants des cycles supérieurs.**

<sup>36</sup> Commission des communautés européennes, *Erasmus Mundus* (2009-2013). Juillet 2007. Consulté en ligne : <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0395:FIN:FR:PDF> .

<sup>37</sup> Bourses d'études supérieures du Canada Vanier. 17 janvier 2013. Consulté en ligne : <http://www.vanier.gc.ca/fr/home-accueil.html>

## Retirer les obstacles au travail pour les étudiants internationaux

### Principes :

L'équilibre travail-études sert deux objectifs pour les étudiants : couvrir une partie des coûts croissants d'une formation postsecondaire et acquérir une expérience de travail concrète qui complète leurs études<sup>38</sup>.

Pour les étudiants internationaux, la capacité de travailler, sur le campus ou hors campus, est également une occasion de s'adapter à sa nouvelle communauté et à tisser des amitiés et des liens précieux. Le travail enrichit leur expérience en tant qu'étudiants internationaux au Canada, tout en enrichissant la diversité des communautés entourant les campus d'établissements d'enseignement postsecondaire.

### Préoccupations :

Jusqu'au début de ce siècle, le Canada conservait la douteuse réputation d'être l'une de rares destinations d'étude internationales interdisant aux étudiants internationaux de travailler hors campus<sup>39</sup>. À la suite d'un projet pilote offrant un permis de travail aux étudiants internationaux dans certains établissements de l'Alberta, le gouvernement du Canada a décidé d'officialiser cette option en 2006. Les étudiants internationaux ont ainsi été autorisés à travailler jusqu'à 20 heures par semaine pendant leurs études, et jusqu'à 40 heures par semaine pendant les

périodes de vacances<sup>40</sup>. Cette initiative a été saluée, tant par les établissements

d'enseignement postsecondaire que par les étudiants. En juin 2014, les étudiants internationaux étaient autorisés à travailler hors campus en vertu de leur permis de travail (sans avoir à demander un permis distinct), tout en se pliant aux limites décrites ci-dessus<sup>41</sup>.

Même si les étudiants internationaux ne sont plus tenus de demander un permis de travail distinct, décrocher un emploi n'est pas toujours aussi simple que cela pourrait l'être. Le permis d'étude d'un étudiant international doit clairement mentionner qu'il est admissible au travail au Canada afin d'obtenir un numéro d'assurance social (NAS) de Service Canada. Un NAS est une exigence de base pour travailler au Canada. Malheureusement, cette déclaration selon laquelle l'étudiant est admissible au travail au Canada est souvent omise par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) au moment de traiter la demande de permis d'étude. La correction du libellé du permis d'étude peut parfois prendre des mois et ce délai pour l'obtention d'un NAS nuit forcément aux possibilités d'emploi des étudiants. Ce retard est particulièrement préoccupant pour les étudiants des cycles supérieurs, qui sont souvent tenus de travailler comme assistants à la recherche et à l'enseignement.

On constate également que les étudiants internationaux à temps partiel ne sont pas admissibles au travail. Cela les empêche

« Même si les étudiants internationaux ne sont plus tenus de demander un permis de travail distinct, décrocher un emploi n'est pas toujours aussi simple que cela pourrait l'être. »

38 Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires, *Enquête de 2015 auprès des étudiants de dernière année*, Ottawa, Ont., juillet 2015 Consulté en ligne : [http://www.cusc-ccreu.ca/CUSC\\_2015\\_Graduating\\_Master\\_Report\\_French.pdf](http://www.cusc-ccreu.ca/CUSC_2015_Graduating_Master_Report_French.pdf); Allison B. Sekuler, Barbara Crow et Robert B. Annan, Au-delà des laboratoires et des bibliothèques : Les cheminements de carrière possibles après des études de doctorat (Toronto: Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, 2013), 4. Consulté en ligne : <http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/Beyond%20Labs%20and%20Libraries%20FR.pdf>; We Work Hard for our Money: Student Employment and the University Experience in Ontario. Toronto: Ontario Undergraduate Student Alliance, 2014. P. 11. Consulté en ligne : [https://d3n8a8pro7vnm.cloudfront.net/ousa/pages/101/attachments/original/1473428240/2014-06\\_-\\_We\\_Work\\_Hard\\_for\\_our\\_Money\\_document.pdf?1473428240](https://d3n8a8pro7vnm.cloudfront.net/ousa/pages/101/attachments/original/1473428240/2014-06_-_We_Work_Hard_for_our_Money_document.pdf?1473428240)

39 Association des universités et collèges du Canada. *Recognizing the Importance of International Students in the Immigration and Refugee Protection Act*. ERIC Clearinghouse, Washington D.C., 2001

40 Citoyenneté et Immigration Canada, *Backgrounder – Off-Campus work permit program*. 12 septembre 2007. Consulté en ligne : <http://www.cic.gc.ca/english/department/media/backgrounders/2007/2007-09-12.asp>

41 Citoyenneté et Immigration Canada, *Travailler hors campus*. 3 février 2015. Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/travail/travailler-hors-campus.html>



non seulement de subvenir à leurs propres besoins, mais également de participer à la vie de la communauté, de tisser des liens et de développer les compétences et réseaux essentiels sur le marché du travail. Ces restrictions peuvent mener de nombreux étudiants internationaux à suivre des stages ou à participer à des programmes coopératifs aux États-Unis, entraînant nécessairement une fuite de talents et de compétences hors du Canada.

### « Les étudiants internationaux à temps partiel ne sont pas admissibles au travail. »

Enfin, nous tenons à évoquer l'obligation pour les étudiants internationaux d'obtenir un permis de travail distinct de leur permis d'étude afin de participer à des programmes coopératifs, des stages et d'autres possibilités d'apprentissage en contexte de travail<sup>42</sup>. L'apprentissage par l'expérience est un aspect essentiel de nombreux programmes d'études. Ces possibilités sont souvent associées à de meilleures perspectives d'emploi et gagnent en popularité dans tous les établissements d'enseignement postsecondaire<sup>43</sup>. Par conséquent, il serait logique que l'apprentissage par l'expérience soit intégré au permis d'étude d'un étudiant international, sans que ce dernier soit obligé d'obtenir un permis de travail distinct. Cela bénéficierait à tous les étudiants internationaux, et surtout aux étudiants des cycles supérieurs qui pourraient faire profiter les employeurs canadiens de leur expertise et de leurs connaissances spécialisées, grâce à des stages de recherche.

### Recommandations :

Le retrait des obstacles au travail contribuera à faire du Canada une destination de choix pour les étudiants internationaux en améliorant leur qualité de vie et en diversifiant les possibilités qui leur sont offertes. Cela permettra également de répondre à la demande croissante en travailleurs hautement qualifiés. La capacité d'offrir des possibilités d'emploi aux étudiants internationaux pendant leurs études aide ceux qui souhaitent demeurer au Canada à décrocher un emploi une fois leurs études terminées. Les mesures suivantes contribueraient à améliorer l'expérience de travail des étudiants internationaux :

- » **Coordination entre l'Agence des services frontaliers du Canada et Service Canada pour s'assurer que tous les permis de travail indiquent clairement que le titulaire du permis est autorisé à travailler, et pour veiller à ce que ces titulaires de permis puissent obtenir un NAS rapidement.**
- » **Amélioration des délais de traitement de Service Canada pour les demandes de NAS provenant d'étudiants internationaux.**
- » **Le gouvernement du Canada devrait élargir l'admissibilité à l'emploi hors campus pour les étudiants internationaux à temps partiel.**
- » **Le gouvernement du Canada devrait modifier les permis d'étude pour autoriser les étudiants internationaux à participer à des stages et programmes coopératifs qui sont intégrés à un programme d'étude, sans exiger de permis de travail distinct.**
- » **Le gouvernement du Canada devrait permettre aux étudiants des cycles supérieurs de suivre un stage ou une expérience de travail coopérative hors campus, à temps plein, pendant une durée maximale d'un an.**

<sup>42</sup> *Travailler en tant que stagiaire ou participant à un programme coopératif* (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada). Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/travail/stagiaire.html>

<sup>43</sup> Une étude américaine révélait que 63,1 % des diplômés qui ont participé à un stage rémunéré ont reçu une offre d'emploi au moment de l'obtention de leur diplôme, comparé à seulement 37 % des stagiaires non rémunérés et à 35,2 % de ceux qui n'ont pas suivi de stage. *Voir Class of 2013 Student Survey* (National Association of Colleges and Employers, mai 2013). Consulté en ligne : <http://www.naceweb.org/s05292013/paid-unpaid-interns-job-offer.aspx>

## L'expérience postérieure à l'obtention du diplôme et les chemins vers la citoyenneté

### Principes :

La relation du Canada avec les étudiants internationaux ne doit pas prendre fin au moment de l'obtention du diplôme. Ces étudiants sont susceptibles de devenir des collègues, des partenaires commerciaux, des alliés et des amis. Le but d'attirer des étudiants internationaux est souvent de les convaincre de rester et de travailler au Canada. Leurs connaissances, qualifications et compétences sont essentielles à la prospérité du Canada. Les possibilités d'emploi sont également un attrait important pour les étudiants internationaux. En Australie, une étude a établi que les étudiants internationaux accordaient la priorité aux « possibilités d'emploi favorables » au moment de choisir une destination d'étude<sup>44</sup>.

Pour atteindre l'objectif d'inciter davantage d'étudiants internationaux à demeurer au Canada après l'obtention de leur diplôme en tant que résidents permanents et citoyens, les chemins vers cette citoyenneté doivent être clairs et faciles à suivre.

### Préoccupations :

De nombreux étudiants internationaux souhaitent rester et travailler au Canada une fois leur diplôme obtenu, mais ils jugent que les politiques gouvernementales ne reconnaissent pas leur réelle contribution à la société canadienne pendant leurs études.

« Les règles encadrant les personnes ressources à qui les étudiants internationaux peuvent s'adresser pour des questions d'immigration sont actuellement trop restrictives. »

Les diplômés internationaux d'établissements postsecondaires canadiens ont seulement 90 jours pour

décrocher un emploi et demander un permis de travail. Cette période est trop courte, puisque la période de chômage moyenne pour les chercheurs d'emploi était de 4,5 à plus de 5 mois au cours des dernières années<sup>45</sup>.

Le temps moyenne nécessaire pour trouver un emploi

4.5 à 5 mois

Le temps que les étudiants internationaux ont pour trouver un emploi

90 jours

Les règles encadrant les personnes-ressources à qui les étudiants internationaux peuvent s'adresser pour des questions d'immigration sont actuellement trop restrictives. Même si les règles instaurées en 2011 sur le recours à des conseillers externes visaient à prévenir la fraude, elles empêchent les étudiants internationaux de demander des conseils au personnel des établissements d'enseignement postsecondaire sur le processus d'immigration. Comme de nombreux étudiants internationaux ont déjà établi une relation de confiance avec les membres du personnel de leur établissement, cette restriction constitue un obstacle inutile et entraîne des coûts élevés puisqu'ils ne peuvent s'adresser qu'à des « représentants autorisés ».

De nombreux étudiants internationaux qualifiés et de récents diplômés trouvent difficile, voire impossible, d'accumuler suffisamment de points dans le cadre du système Entrée express pour être

44 *The Value of International Education to Australia* (Deloitte Access Economics, 2015), 46. Consulté en ligne : <https://internationaleducation.gov.au/research/research-papers/Documents/ValueInternationalEd.pdf>

45 *Enquête sur la population active (EPA)*, durée du chômage, données annuelles (tableau CANSIM 282-0048). Ottawa : Statistique Canada. Consulté en ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1410005701>

invités à demander le statut de résident permanent. Introduit en 2015, le système Entrée express visait à simplifier la trajectoire vers le statut de résident permanent. On attribue des points aux demandeurs en fonction de leurs compétences, expériences de travail, habiletés linguistiques, études et autres facteurs. Jusqu'à très récemment, aucun point n'était attribué pour avoir étudié et acquis des qualifications académiques au Canada. Une des sources de points les plus importantes était l'étude d'impact sur le marché du travail (EIMT). Les étudiants internationaux et récents diplômés trouvent excessivement difficile d'obtenir une EIMT, puisqu'il faut pour cela occuper un emploi permanent.

**« L'ACAE a demandé au gouvernement de tenir compte du temps passé au Canada pour déterminer l'admissibilité à la citoyenneté, ce qu'il a consenti à faire en modifiant la loi, pour la plus grande satisfaction de l'ACAE. »**

En novembre 2016, le gouvernement a apporté des changements prometteurs au système Entrée express. Les diplômes obtenus dans des établissements canadiens donneront maintenant droit à des points additionnels, et la valeur de l'EIMT a été réduite. Comme ces changements sont très récents, nous ne savons pas encore combien de diplômés internationaux d'établissements d'enseignement canadiens obtiendront le statut de résident permanent, mais l'ACAE surveillera la situation de près dans l'espoir qu'elle permette de tracer un chemin plus direct vers la citoyenneté. Cependant, même avec ces changements, il est étonnant de constater que le travail et les expériences de bénévolat des étudiants internationaux réalisés dans le cadre d'un permis de travail temporaire post-diplomation ne donnent pas droit à des points additionnels dans le système Entrée express.

Le Programme des candidats des provinces (PCP) permet aux provinces et aux territoires d'accorder la résidence permanente à certaines personnes dans le but de répondre à leurs besoins en travailleurs dans certains secteurs de leur économie. Chaque province établit ses propres critères pour sélectionner ses candidats, mais les provinces n'accordent pas toutes la même priorité ou le même poids à l'obtention d'un diplôme canadien.

Alors que le temps passé au Canada en tant que résident temporaire (p. ex. comme étudiant international) servait à établir l'admissibilité à la citoyenneté, cette disposition a été éliminée en 2014. Les étudiants internationaux passent des années au Canada, où ils tissent des liens sociaux, culturels et économiques solides en tant que résidents temporaires. L'ACAE a demandé au gouvernement de tenir compte du temps passé au Canada pour déterminer l'admissibilité à la citoyenneté, ce qu'il a consenti à faire en modifiant la loi, pour la plus grande satisfaction de l'ACAE. Ce changement est entré en vigueur en automne 2017<sup>46</sup>.

De nombreux étudiants internationaux qui vivent au Canada après leurs études possèdent les compétences et la créativité requises pour participer à l'essor du Canada en tant qu'entrepreneurs. Les coûts élevés associés au démarrage d'une nouvelle entreprise demeurent cependant considérables. En aidant les diplômés internationaux d'établissements canadiens à lancer leur propre entreprise, on encouragerait davantage d'étudiants internationaux à rester au Canada, et ainsi à contribuer à l'économie canadienne.

## Recommandations :

Au-delà des récents changements apportés au programme Entrée express, d'ailleurs appuyés par l'ACAE, plusieurs autres réformes faciliteraient l'accès au statut de résident permanent et à la citoyenneté. Le gouvernement du Canada doit reconnaître les grandes contributions sociales, culturelles et économiques des étudiants internationaux dans les campus et communautés du Canada, et leur immense potentiel à poursuivre leur œuvre après l'obtention de leur diplôme. L'ACAE recommande ce qui suit :

- » Le gouvernement du Canada devrait prolonger la période de recherche d'emploi suivant l'obtention du diplôme de 90 jours à 6 mois, pour mieux refléter le temps généralement requis pour décrocher un emploi.
  - » Ne plus empêcher le personnel des établissements d'enseignement post-secondaire de donner des conseils en immigration aux étudiants internationaux qui en font la demande, ou alors offrir une formation et une accréditation gratuites à ces employés afin qu'ils puissent fournir des conseils exacts et utiles aux étudiants internationaux qui s'adressent à eux.
  - » Le gouvernement du Canada doit compter le temps passé au Canada en tant qu'étudiant international pour établir l'admissibilité à la citoyenneté.
- » Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada devrait accorder des points de l'EIMT aux emplois obtenus dans le cadre d'un permis de travail post-diplomation.
  - » Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada devrait accorder des points dans le cadre du système Entrée express au travail bénévole ou au service communautaire des étudiants internationaux, tenant ainsi compte de leur intégration culturelle et de la valeur sociale de ces expériences pour les communautés canadiennes.
  - » Les gouvernements provinciaux du Canada devraient considérer les étudiants internationaux titulaires d'un diplôme canadien dans le cadre de leurs programmes des candidats des provinces.
  - » Le gouvernement du Canada devrait étendre le financement et les programmes de soutien au démarrage d'entreprises et à l'entrepreneuriat aux diplômés internationaux qui se lancent en affaires au Canada.

## Résidence accélérée des titulaires de doctorat par le système Entrée express

### Principes :

Les diplômes d'études supérieures, incluant les maîtrises et les doctorats, sont des moteurs d'une économie du savoir plus novatrice. Comme l'indique le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, « le nombre de doctorats est également un indicateur du potentiel de la main-d'œuvre pour réaliser des recherches de pointe et former la nouvelle génération »<sup>47</sup>. Malgré cela, le Canada continue d'être à la remorque des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) quant au nombre de titulaires d'un doctorat. Le Canada est au 25<sup>e</sup> rang sur 34 pays de l'OCDE pour ce qui est du taux de diplômes d'études universitaires supérieures<sup>48</sup>. Comme l'explique le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, avec une population limitée et un bassin de talents nationaux relativement restreint, le Canada doit être très compétitif pour attirer les meilleurs de partout dans le monde<sup>49</sup>. Une des meilleures façons de procéder consiste à inviter des doctorants internationaux à poursuivre leurs études au Canada dans l'espoir qu'ils demeurent au pays après leurs études.



### Préoccupations :

Même si l'objectif d'encourager les doctorants internationaux à étudier et à demeurer au Canada est clair, les systèmes qui permettent de réaliser cet objectif laissent à désirer.

Le programme Entrée express vise à faciliter l'accès à la résidence permanente pour les immigrants qualifiés en leur accordant des points pour divers facteurs, incluant l'âge, les études, les compétences, l'expérience de travail et les habiletés linguistiques. Ceux qui obtiennent le plus de points sont invités à présenter une demande de résidence permanente. Dans la section précédente, on décrit les problèmes qu'éprouvent les étudiants internationaux avec ce système. Les doctorants internationaux font face à plusieurs obstacles spécifiques liés au système Entrée express. Ce dernier englobe des programmes d'immigration plus ciblés, comme le Programme des travailleurs qualifiés (fédéral), le Programme des travailleurs de métiers spécialisés (fédéral) et la catégorie de l'expérience canadienne. Les titulaires d'un doctorat sont plus susceptibles de se qualifier dans le cadre d'Entrée express en vertu du Programme des travailleurs qualifiés (fédéral)(PTQF)<sup>50</sup>.

Les étudiants internationaux aux cycles supérieurs qui obtiennent leur diplôme d'un établissement canadien s'adaptent bien à la vie et au travail au Canada (comme en témoignent les nombreuses études réalisées à ce sujet), et ont acquis

47 *De l'imagination à l'innovation : Le parcours du Canada vers la prospérité* (Ottawa : Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, 2011), 61. Consulté en ligne : [http://www.stic-csti.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapj/10-059\\_IC\\_SotN\\_Rapport\\_FR\\_WEB\\_INTERACTIVE.pdf/\\$-FILE/10-059\\_IC\\_SotN\\_Rapport\\_FR\\_WEB\\_INTERACTIVE.pdf](http://www.stic-csti.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapj/10-059_IC_SotN_Rapport_FR_WEB_INTERACTIVE.pdf/$-FILE/10-059_IC_SotN_Rapport_FR_WEB_INTERACTIVE.pdf)

48 Andrew Parkin, *Family Savings for Post-Secondary Education: A Summary of Research on the Importance and Impact of Post-Secondary Education Savings Incentive Programs* (The Omega Foundation, novembre 2016), 7. Consulté en ligne : <http://www.theomegafoundation.ca/documents/Family-Savings-for-Post-Secondary-Education.pdf>

49 *De l'imagination à l'innovation : Le parcours du Canada vers la prospérité* (Ottawa : Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, 2011), 61. Consulté en ligne : [http://www.stic-csti.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapj/10-059\\_IC\\_SotN\\_Rapport\\_FR\\_WEB\\_INTERACTIVE.pdf/\\$-FILE/10-059\\_IC\\_SotN\\_Rapport\\_FR\\_WEB\\_INTERACTIVE.pdf](http://www.stic-csti.ca/eic/site/stic-csti.nsf/vwapj/10-059_IC_SotN_Rapport_FR_WEB_INTERACTIVE.pdf/$-FILE/10-059_IC_SotN_Rapport_FR_WEB_INTERACTIVE.pdf)

50 Citoyenneté et Immigration Canada. *Déterminer son admissibilité – Travailleurs qualifiés (fédéral)*. 14 décembre 2015. Consulté en ligne. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/travailleurs-qualifies-federal.html>

des compétences uniques et recherchées en réalisant un doctorat. Si l'objectif du système Entrée express est de cerner les immigrants qualifiés ayant la plus forte chance de réussir au Canada, il faudrait accorder de la valeur aux expériences de vie et de travail au Canada acquises lors des études supérieures.

Cependant, les statistiques laissent entendre que relativement peu de demandeurs du PTQF obtiennent leur résidence permanente grâce à Entrée express. En 2011, plus de 57 000 nouveaux arrivants ont été admis en vertu du PTQF<sup>51</sup>. Dans le cadre du système Entrée express, dans les six premiers mois de 2015, seulement 4 809 nouveaux arrivants ont été invités à présenter une demande de résidence permanente au Canada en vertu du PTQF. Au cours de cette même période, plus de 112 000 personnes ont rempli un profil Entrée express<sup>52</sup>. Plutôt que d'attirer les titulaires de doctorats, qui sont reconnus comme étant hautement qualifiés et brillants, peu d'entre eux sont invités à demander une résidence permanente par Entrée express.



Même si les changements récemment apportés au système Entrée express seront bénéfiques, les doctorants ne peuvent toujours pas présenter leur expérience d'emploi universitaire, incluant leur travail d'assistants à la recherche et à

l'enseignement, comme des expériences de travail dans leur demande. Il est également impossible de formuler une demande par Entrée express par le truchement du PTQF à titre de titulaire d'une maîtrise, même si les étudiants internationaux qui atteignent ce niveau d'études ont également fait la preuve qu'ils sont capables de s'adapter et de réussir au Canada.

Enfin, les témoignages de doctorants qui ont recours au programme pour obtenir leur résidence permanente indiquent que le processus de demande est imprécis et souvent contradictoire. Les formulaires à remplir sont confus, les exigences du programme manquent d'uniformité et les lettres du ministère offrent peu de précisions lorsque les demandes sont refusées. Les étudiants doivent alors payer des milliers de dollars en frais juridiques pour obtenir des conseils et en appeler de la décision, ou rester dans l'ignorance des motifs qui ont justifié le refus de leur demande et des façons de remédier à la situation. Il importe de faire preuve d'une plus grande uniformité et souplesse avec les étudiants internationaux qualifiés lors de leur transition vers la résidence permanente pour s'assurer que le système d'éducation du Canada conserve et améliore sa réputation d'excellence ailleurs dans le monde.

51 CIC. \ 17 novembre 2012. Consulté en ligne : <http://www.cic.gc.ca/english/resources/publications/employers/federal-skilled-worker-program.asp>

52 Citoyenneté et Immigration Canada. *Rapport de mi-exercice sur Entrée express*. 31 juillet 2015. Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/rapport-mi-exercice-entree-express-2015.html>

## Recommandations :

On pourrait faire davantage pour aider les étudiants internationaux qui obtiennent un diplôme au Canada à devenir des résidents permanents et des citoyens. L'ACAE défend plusieurs politiques qui visent à améliorer les options du système Entrée express pour les étudiants des cycles supérieurs, incluant :

- » Réviser le système de points Entrée express pour accorder des points à un plus vaste éventail de facteurs qui sont des éléments prédictifs du succès économique des immigrants qualifiés. Cela comprend l'emploi en milieu universitaire (assistant de recherche et d'enseignement, formation coopérative, études sur le terrain, stages) et le travail bénévole ou communautaire qui fait la preuve de leur intégration au sein des communautés canadiennes.
- » Augmenter le nombre de nouveaux arrivants hautement qualifiés admis au Canada en vertu du PTQF.
- » Élargir le PTQF en créant un nouveau volet incluant les étudiants à la maîtrise, et en créant un plafond distinct applicable aux étudiants à la maîtrise.
- » Préciser et normaliser toutes les procédures, incluant les formulaires officiels, pour l'ensemble du processus de demande du PTQF .

## Campus satellites internationaux

### Principes :

Les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada veulent de plus en plus tisser des liens internationaux. De nombreux établissements se tournent vers l'étranger non seulement pour attirer de nouveaux étudiants, mais également pour accroître leur prestige, augmenter leurs taux d'inscription et générer des revenus grâce à l'ouverture de campus satellites internationaux. Ces campus satellites sont des filiales dépendantes et indépendantes d'établissements canadiens, portant le même nom, mais il peut également s'agir de filiales internationales d'établissements canadiens portant des noms différents.

### Préoccupations :

L'ACAE s'inquiète des effets de ce développement sur les étudiants canadiens et étrangers, notamment de la responsabilité et le risque financiers que présentent ces initiatives. Si ces campus ne parviennent pas à attirer et à retenir des étudiants, le fardeau financier revient à l'établissement au pays (et la facture risque d'être refilée à tous les étudiants inscrits ici, qu'ils soient nationaux ou internationaux). Plusieurs exemples de campus satellites internationaux éprouvant des difficultés financières, ainsi que la récente décision du Collège Algonquin de fermer son campus international tendent à justifier ces craintes<sup>53</sup>. L'idée de recourir à ces campus internationaux pour augmenter les inscriptions et attirer de nouveaux étudiants afin de financer et de subventionner les opérations au pays est également inquiétante. L'incapacité de maintenir les mêmes normes de qualité académique que dans l'établissement d'attache risque de dévaluer les qualifications non seulement des étudiants de l'établissement d'attache,

mais du système d'éducation canadien en général.

Les droits des étudiants et enseignants dans ces campus constituent également une source d'inquiétude. Les campus satellites internationaux sont souvent établis dans des pays où les normes entourant la liberté de parole, le traitement des ressortissants étrangers, le droit des femmes, des personnes LGBTQ2+ et des minorités visibles, les droits religieux et les droits à un traitement équitable, entre autres, sont très différentes. À cela s'ajoutent les lois dans ces pays qui limitent les droits de rassemblement et d'association, comme les syndicats d'enseignants et d'étudiants, les publications et les médias, la mobilité et d'autres lois et libertés garanties en vertu des lois canadiennes et protégées dans les établissements d'enseignement du Canada. Dans de nombreux cas, des établissements canadiens ont ouvert des campus satellites internationaux malgré les risques concrets et alarmants entourant les droits de leurs étudiants et du personnel enseignant, mais également l'accessibilité de ces campus aux populations locales.

Même si les gouvernements fédéral et provinciaux partagent la responsabilité de réglementer les campus satellites internationaux, leurs rôles respectifs sont confus. Le gouvernement fédéral est chargé des affaires internationales, mais les gouvernements provinciaux ont compétence en ce qui concerne l'éducation sur leur territoire.



## Recommandations :

Compte tenu du chevauchement de leurs responsabilités, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent travailler de concert pour élaborer un cadre réglementaire rigoureux. Ce cadre permettra de maintenir les normes académiques et de garantir l'accès des campus satellites d'établissements canadiens aux étudiants et au personnel enseignant provenant de différents horizons, sans censure ni persécution. L'ACAE exhorte les gouvernements fédéral et provinciaux à collaborer davantage pour :

- » **Établir des lignes directrices et des normes nationales claires afin d'encadrer les campus satellites internationaux.**
- » **Instaurer des mesures pour veiller à ce que les campus satellites internationaux d'établissements canadiens maintiennent des normes de qualité conformes à celles de leurs campus canadiens.**
- » **Assurer une surveillance des droits et libertés sur les campus satellites pour en garantir l'accès aux étudiants et enseignants de tous horizons, sans persécution ni censure.**
- » **Examiner et approuver l'emplacement des futurs campus après avoir étudié attentivement diverses questions, notamment la viabilité de l'institution, les effets sur les entreprises et les investissements canadiens, les relations étrangères, la migration, la sécurité culturelle et physique et le développement à l'étranger.**

# Résumé des changements proposés

En résumé, l'ACAE reconnaît que les étudiants internationaux sont des membres importants de la communauté des campus qui, tout comme les étudiants canadiens, s'attendent à une éducation de la meilleure qualité possible et méritent une telle formation. Alors que les établissements d'enseignement postsecondaire et les gouvernements fédéral et provinciaux s'attachent à attirer davantage d'étudiants internationaux au Canada, ils doivent poser des gestes concrets et retirer les obstacles à la réussite de ces étudiants et favoriser des expériences réellement positives. Voici quelques mesures qui contribueraient à améliorer l'expérience des étudiants étrangers au Canada :

## Alléger la paperasserie et améliorer les processus

- » Des instructions plus claires et plus accessibles pour les familles des étudiants internationaux.
- » Coordination entre l'ASFC et Service Canada entourant les demandes de permis d'étude et les demandes de NAS.

## Meilleures mesures de soutien social et financier

- » Aide financière accrue aux étudiants réfugiés.
- » Options d'aide financière fondées sur les besoins et le mérite pour les étudiants internationaux.
- » Financement fédéral pour les services de soutien aux étudiants internationaux et meilleurs programmes de transition.

## Possibilités de travail

- » Autoriser les possibilités d'apprentissage en contexte de travail (p. ex. programmes coopératifs et stages) dans le cadre des permis d'étude.
- » Autoriser les étudiants internationaux à temps partiel à travailler.
- » WWPossibilités de financement pour les récents diplômés qui souhaitent se lancer en affaires au Canada.

## Chemins vers la citoyenneté

- » Assurer un suivi des réformes du système Entrée express instaurées en 2016 pour veiller à ce qu'elles bénéficient aux étudiants internationaux.
- » Continuer d'introduire des réformes du système Entrée express visant à aider les étudiants internationaux à devenir des résidents permanents.
- » Améliorer le processus du PTQF pour les étudiants des cycles supérieurs.

## Réglementation et surveillance des campus satellites

- » Protéger les droits de la personne.
- » Établir des normes nationales.
- » Processus d'approbation officiel pour l'emplacement des campus.

# Nos membres



UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK  
STUDENT UNION



## À propos de l'ACAE

Fondée en 1995, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est une organisation nationale non partisane et sans but lucratif composée de 22 associations étudiantes qui représentent 270 000 étudiants de niveau postsecondaire d'un océan à l'autre. Grâce à son partenariat avec l'Union étudiante du Québec et ses 8 membres, qui représentent 79 000 étudiants, l'ACAE transmet d'une seule voix le message des étudiants au gouvernement fédéral. L'ACAE fait la promotion d'un système d'éducation postsecondaire accessible, abordable, innovateur et de grande qualité.



# CASA | ACAE

Canadian Alliance of Student Associations  
Alliance canadienne des associations étudiantes



130 rue Slater, pièce 410, Ottawa ON, K1P 6E2



[acaе-casa.ca](http://acaе-casa.ca)



613.236.3457



[info@casa.ca](mailto:info@casa.ca)



@CASAACAE



/CASAACAE



@CASAACAE